



Réponse de la FFTélécoms à la consultation publique

« Bilan et perspectives du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre »

3 juin 2021

A l'occasion de la consultation publique de l'ARCEP visant à établir un bilan du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre et à en dresser les perspectives, la Fédération Française des Télécoms souhaite partager sa position sur les travaux en cours de modernisation de la plateforme TNT, et plus particulièrement sur l'intégration envisagée de la norme HbbTV. Les membres de la Fédération Française des Télécoms ont en effet la particularité d'être à la fois distributeurs et fournisseurs d'accès à internet (FAI), ce qui leur a permis de proposer des offres commerciales inédites à leurs clients tel que le *triple play* – qui est aujourd'hui une de leurs sources principales de création de valeur. Les prix d'accès à un internet de qualité et sans réelle limitation de trafic comptant parmi les plus bas d'Europe, la plus-value se développe principalement sur des services additionnels au pur accès à internet, et surtout via l'activité de distribution.

En ce sens, nous sommes particulièrement inquiets des différentes propositions, d'origines réglementaires comme législatives, visant à désintermédier les distributeurs de la relation entre éditeurs et téléspectateurs et actuellement envisagées dans le cadre des travaux visant à moderniser la plateforme TNT. Si nous comprenons le souhait de modernisation des services de la TNT, nous appelons à une prise en compte du rôle essentiel des distributeurs de services de médias audiovisuels dans la chaîne de valeur du secteur, et de la nécessité de garantir un environnement concurrentiel permettant le développement d'éditeurs et de distributeurs nationaux forts.

En effet, les distributeurs IPTV sont des partenaires des chaînes de la TNT. Ils leur permettent de résister à la concurrence des services en OTT et plus particulièrement des GAFAs.

A titre liminaire, il convient de rappeler que nous soutenons financièrement l'écosystème de la création à travers une fiscalité spécifique, comme celle relative au fonctionnement du Centre National du Cinéma et de l'image animé ou encore dans le cadre de la redevance pour copie privée. Aujourd'hui les téléspectateurs accèdent à la télévision majoritairement *via* les décodeurs IPTV¹, alors que la quasi-totalité de la population est couverte par le réseau TNT. Ce choix des utilisateurs, preuve de l'adhésion au mode de distribution par IPTV, résulte notamment du déploiement du plan Très Haut Débit et des innovations technologiques introduites par les opérateurs depuis près de 15 ans, dont en premier lieu l'essor de la télévision de rattrapage démarrée en 2007 avec FTV.

Les distributeurs constituent de plus un moteur important de l'écosystème audiovisuel en proposant des interfaces et services innovants pour le téléspectateur. L'interactivité et l'accessibilité aux

¹ Selon le [dernier observatoire du CSA](#), 60,5% des foyers reçoivent la télévision en IPTV.



contenus, notamment pour les personnes en situation d'handicap visuel ou auditif, sont au centre des innovations développées depuis plus de 15 ans par les opérateurs. Nous modernisons ainsi la plateforme IPTV de manière constante pour la réception des services autorisés en TNT puisque la diffusion de ces programmes s'y effectue déjà en UHD, dans le cadre de contrats négociés entre éditeurs et distributeurs. Ces partenariats ont également permis le développement de l'interactivité avec la reprise des sous-titrages des chaînes ou avec la publicité ciblée en plein développement depuis la modification du décret publicité.

Dans un contexte de concurrence déséquilibrée avec des acteurs étrangers qui ne sont que très partiellement soumis aux mêmes obligations légales, fiscales et réglementaires que celles des distributeurs, il est important de ne pas fragiliser le marché français de la distribution au profit des éditeurs, mais bien de créer des conditions favorables au développement des deux groupes d'acteurs. Il est légitime que les éditeurs linéaires de la TNT promeuvent une norme technique comme HbbTV qui leur permet, sur les téléviseurs connectés, de gagner en interactivité sans être dépendants des constructeurs de terminaux, véritables géants industriels internationaux. Cependant, elle ne saurait être imposée unilatéralement à l'ensemble des acteurs puisqu'elle risque de remettre en cause tout l'écosystème vertueux de la distribution.

La norme HbbTV, développée initialement pour la réception hertzienne de la télévision numérique en vue de remplacer le télétexte du temps de l'analogique, ne peut être rendue obligatoire sur l'ensemble des moyens d'accès à la télévision. Une telle obligation contraindrait les distributeurs IPTV à reconstruire sur cette base une grande partie de leur réseau, qui utilise d'autres spécifications pour fournir le service de télévision. Au surplus, elle rendrait obsolètes des millions de décodeurs IPTV actuellement utilisés.

Par ailleurs le label envisagé, de type « prêt pour la TNT en UHD », devrait prendre en compte l'ensemble des moyens d'accès à cette TNT, d'autant plus que la TNT en UHD, déjà disponible en IPTV, fonctionne avec le parc de téléviseur UHD actuel. Si le label a pour objectif de rendre d'autres spécifications obligatoires telles que HbbTV TA (publicité adressée) ou HbbTV ADB2 (incrustation dans l'image permettant de bypasser tout distributeur), briques indépendantes de HbbTV et non mises en œuvre dans les téléviseurs actuellement dans un contexte de marché mondial, il devrait alors prévoir une transparence accrue vis-à-vis du consommateur, dépossédé de sa liberté de choisir ses services d'interactivité.

Dans ce contexte, la Fédération Française des Télécoms défend la neutralité technologique s'agissant de la diffusion des services de TV, sans primauté du HbbTV sur les services interactifs IP, et s'oppose au caractère obligatoire de la « composante » ADB2 qui vise directement à les désintermédier.

La neutralité technologique est un principe fondamental pour la régulation du secteur audiovisuel. Il est prôné par les instances communautaires et les pouvoirs publics français. Intégré à la loi du 30 septembre 1986, il implique notamment une liberté de choix dans les technologies ou équipements choisis pour proposer ou accéder à un service. Ce principe de liberté atteint néanmoins sa limite dès lors qu'un réseau ou une technologie de distribution est privilégié pour favoriser la distribution d'une technologie ou d'un service par rapport aux autres. Il implique donc que les décisions et le cadre



réglementaire adoptés concernant un réseau particulier ne puissent pas avoir pour conséquence de créer des contraintes techniques ou économiques sur un ou d'autres réseaux. Or, ce principe de neutralité technologique ne serait pas respecté en cas d'obligation faite aux distributeurs d'implémenter le HbbTV et la « composante » ADB2 en parallèle de leurs propres services d'interactivité.

En préservant ce principe de neutralité technologique, nous permettons au consommateur de continuer à librement faire son choix entre des services d'interactivité différents. Le consommateur pourra ainsi prendre en compte l'empreinte carbone supplémentaire générée par la fabrication du téléviseur avec ou sans HbbTV, sa consommation énergétique et l'impact sur son prix d'achat. De plus, une saine concurrence par les mérites pourra se mettre en place entre les différents acteurs présents sur le marché de la distribution.

Enfin, la Fédération alerte sur l'impact d'une telle obligation sur le modèle économique des FAI/distributeurs face à une hausse exponentielle des usages et de la bande passante, nécessitant des investissements lourds et constants, sans que les FAI puissent facturer ces coûts auprès des consommateurs ou des principaux utilisateurs de bande passante : les GAFAs.

Le marché français est extrêmement concurrentiel et les prix pour le consommateur sont parmi les plus bas au monde (25€ pour les premières offres triple play contre 45€ en Allemagne et 94 aux Etats-Unis). Or, les principaux responsables de la consommation de bande passante (Youtube, Netflix, Amazon, Google, Facebook...) ne contribuent pas au financement des réseaux dont ils sont pourtant les premiers utilisateurs.

Le développement de l'interactivité que permettra le HbbTV va renforcer ce déséquilibre économique : les usages linéaires distribués par les réseaux hertziens vont se reporter massivement vers des usages non linéaires distribués par les réseaux des FAI. Alors que les éditeurs de services hertziens financent la diffusion hertzienne linéaire, ils pourraient, à cadre légal et modèle économique constants, s'appuyer sans contrainte et sans frais sur les réseaux des FAI pour distribuer leurs contenus à la demande auprès des consommateurs : économie notable pour les uns et nouveau surcoût injustifié pour les autres, renforçant un peu plus le déséquilibre au détriment des distributeurs.

La neutralité implique de laisser la concurrence faire émerger des normes et standards de l'interactivité dans un marché en développement. En revanche, ils ne peuvent pas s'imposer par la contrainte sur les boîtiers des distributeurs IP. Les opérateurs proposent d'ores et déjà aux chaînes de TV et aux consommateurs de l'interactivité, sans que la délibération du CSA sur l'intégrité du signal ait été adoptée et sans qu'un label « prêt pour la TNT en ultra haute définition » ait été imposé par le législateur. A la prise en compte de la neutralité technologique doit s'ajouter une nécessaire estimation économique des conséquences du déploiement du HBBTV. A défaut de la réalisation d'une réelle étude d'impact et d'une prise en compte des intérêts de chacun, ce serait le modèle vertueux de la distribution qui serait remis en question. Le rôle du distributeur serait réduit à celui de simple tuyau, hypothéquant ses investissements dans des équipements, services ou interfaces innovants, que les éditeurs ne sauraient proposer seuls - au détriment final des consommateurs, laissant ainsi toute la place aux acteurs étrangers.